

Contexte délicat dans les pourparlers autour de l'investiture présidentielle

suite de la 1ère page

debu brandit en y souscrivant de toute la bonne foi qu'on peut lui prêter.

Du coup, le Frodebu et sa mouvance sont surpris. Ils disent qu'ils croient aux accords, et ils ne veulent pas entendre parler de pré-aléables qui font pourtant parti de ces accords, ce qui laisse penser que pas plus qu'hier le Frodebu n'y réserve le moindre crédit, sauf qu'ils prévoient que le Président soit hutu et qu'il vienne des rangs Frodebu : le seul point d'ailleurs, des accords qui a été appliqué.

Mais derrière tout cela, il y a une erreur de compte, de monde entrain de commettre, à commencer par le Frodebu. Si pour ce dernier l'erreur est normale, pour les autres c'est coupable.

Il y a une perte de confiance pratiquement précédent entre le régime actuel et la population; mais personne n'ose l'avouer. Si on se situe sur le terrain ethnique qui est le plus en vue en ce moment, il faut acter que globalement les Batutsi n'ont aucune confiance dans le pouvoir Frodebu; et il y a des raisons.

Qu'on ne s'y trompe pas, les Bahutu n'ont pas plus confiance dans le Frodebu. Le tort que celui-ci leur cause est sans nom. L'illusion d'un pouvoir aimé, outre qu'elle coulera le Frodebu, va précipiter la nation dans la plus honteuse des dictatures pour ce qu'il en reste. Et tous les régimes, les plus pourris comme les autres sont tombés alors que les dictateurs rassemblaient des foules autour de leurs meetings comme Ntibantunganya aujourd'hui.

Le plus grave dans tout cela, c'est que le Frodebu n'ose pas se l'avouer; et personne ne le lui dit; par complicité ou par autre inconscience toujours coupable.

C'est cela qui a perdu le Rwanda à qui l'on a fait croire que la confrontation tournerait à l'avantage de Habyalimana et des Bahutu pour qui c'est l'horreur

aujourd'hui, sans parler de ce que sont devenus les Batutsi.

Même vainqueur aux élections, même victime du putsch et de tout ce qu'il peut inventer de plus ou moins cohérent, le Frodebu reste sur terrain et dans tous les termes d'analyse un bourreau. Cela ne sert à rien de dire qu'il n'y a pas d'opposition pour refuser de faire le mea culpa même officiellement.

Ce qui perdra le Frodebu, c'est le refus de faire ce que fait l'armée depuis le règne de Pierre Buyoya: se rahabilliter dans l'opinion.

Au terme de toutes

les spéculations en cours, c'est cela la crise burundaise. Et elle est profonde. Le Frodebu n'a plus de légitimité. Le Frodebu n'est pas si soutenu que cela. Est-il capable d'ouvrir les yeux et de comprendre? Vraisemblablement non. Car jusque là rien n'est fait pour relancer le parti à la conquête de la confiance des Burundi dans leur ensemble sauf de leur faire la guerre.

Dans les rangs de l'opposition, il semble qu'on roule pour la fermeté. Et il faut avouer qu'il y a très peu de choses à reprocher aux partis de l'opposition. La seule difficulté qu'ils doivent affronter, c'est de tenir de-

vant les pressions terroristes du Frodebu.

Reste une chose : le blocage qui conduira à la guerre. Mais dans tous les cas, c'est ce que le Frodebu a préparé.

Comment coaliser ce qui reste des énergies au Burundi pour éviter la guerre? Que le Frodebu comprenne et ne se fasse aucune illusion sur sa crédibilité. Car même si l'opposition cédait, ce qui ne semble pas envisagé, la confiance n'aurait pas été retrouvée!

Inamahoro.

Mémorandum sur la mise en place des Institutions

Le Collectif des Partis Politiques de l'Opposition vient de rendre public un mémorandum sur "la mise en place des institutions après le décès de Son Excellence Cyprien Ntaryamira" qui rappelle les faits de la crise institutionnelle depuis octobre 1993, qui trace le contexte actuel, indique la procédure constitutionnelle pour remettre en place les institutions. Tout en prenant la formule de consensus, les Partis Politiques de l'Opposition avance 11 préalables à toute négociation et fait des propositions concrètes pour la mise en place de l'exécutif et sur la durée et son programme. Des précisions sur le profil du Président, du Premier Ministre, du gouvernement, des pouvoirs législatif et judiciaire, de l'administration et du domaine de la sécurité et de la défense sont consignés dans ce mémorandum d'une vingtaine de pages dont nous présentons des larges extraits significatifs.

Contexte actuel

(...) De prime à bord, la crise institutionnelle semble aujourd'hui de moindre envergure. Les institutions intérimaires sont en place et tout laisserait penser que l'État peut fonctionner. Force est cependant de constater qu'outre que rien n'a encore été fait pour s'attaquer aux mobiles profonds de la crise d'octobre 1993, de nouveaux éléments se sont ajoutés à cette dernière, rendant le contexte actuel encore plus chargé de menaces à la paix et à la sécurité.

Sans être exhaustif, il y a lieu d'en identifier les caractéristiques ci-après:

(...) Au génocide d'octobre 1993, le Frodebu a ajouté à son palmarès le spectre de la guerre civile. La distribution des armes de guerre au sein de la population, la constitution des bandes de criminels armés, la création et l'entretien des milices, la campagne de diabolisation des Forces Armées Burundaises, la sollicitation des troupes étrangères et l'organisation d'une rébellion ouverte ont fini par con-

vaincre tout un chacun que le Frodebu a mis sur pied un véritable plan de guerre civile.

Aujourd'hui plus qu'hier, notre pays est en proie à une agression à partir des pays voisins. Il nous revient que parallèlement à la constitution de groupes armés à l'intérieur du pays, des actions s'organisent à l'extérieur, notamment à la frontière avec le Zaïre, dans la région du Sud-Kivu, et à la frontière avec le Rwanda, à Bugarama, où des burundais

suite à la page 4

Mémoire sur la mise en place des Institutions

sont entraînés à la guerre par l'armée rwandaise et les milices "interahamwe" de triste renom(...).

(...) Les derniers développements ont montré que dans le processus de résoudre la crise, le Frodebu affiche une mauvaise foi caractérisée. En effet, alors que les accords signés précisaient des actions dûment convenus, le Frodebu n'en a retenu que ce qui l'intéressait: le retour au pouvoir. Le Frodebu a systématiquement violé les accords de Kigobe et de Kajaga. Bien plus grave, au lieu de s'investir dans la recherche de la paix, Son Excellence Feu Ntaryamira, pourtant issu du consensus, n'a pas trouvé mieux que d'aller au Sommet de Dar-Es-salaam que d'aucuns ont dénoncé comme le Sommet de la trahison. Les burundais épris de paix et inquiets des conditions de leur sécurité se demandent dès lors la foi qu'ils peuvent accorder à la parole du Frodebu.

Depuis que le Frodebu est au pouvoir, le pays connaît une gestion catastrophique caractérisée par la gabegie et le pillage systématique du patrimoine de l'Etat. C'est ainsi que dans les caisses de l'Etat, près de neuf milliards se seraient volatilisés sans qu'aucune justification ne puisse en être fournie(...).

(...) L'impunité du crime anéantit chaque jour les chances de paix et de sécurité. Avec les entraves qu'il porte quotidiennement à la justice, le Gouvernement Frodebu est entrain d'instaurer dans le pays une véritable loi de la jungle c'est ainsi que des criminels courent depuis bientôt une année, à commencer par ceux qui se cachent dans les sphères du pouvoir et de l'administration (...).

Procédure constitutionnelle pour la mise en place des institutions.

(...) Certains avanceraient qu'il convient de réserver à la seule formation politique à laquelle appartenait le défunt Président le droit de proposer un candidat à la succession, une opinion qui découle de ce qu'on a

appelé "les acquis de juin". Le candidat ainsi désigné achèverait le mandat de son prédécesseur(...).

(...) Outre que cette conception viole l'esprit de la Constitution qui autorise une multiplicité de candidatures

suite de la page 3
pour le poste de Président de la République et ne conçoit pas que le mandat présidentiel
suite à la page 6

Campagne de pacification ou de déstabilisation?

anthropomorphologiques du peuple burundais.

N'est-ce pas lui le dernier disciple de la théorie raciste des aspects morphologiques des peuples? Mr Ntibantunganya fait remarquer aux populations venues écouter son discours, comment on distingue un hutu d'un tutsi par des traits physiques, de la forme du nez etc...A cette allure, demain il pourra soutenir la fameuse théorie de Lombroso qui déterminait le potentiel de criminalité d'un individu en fonction de son faciès. Lorsqu'on analyse son discours sur cet aspect, l'on conclue que dire qu'un tutsi a (généralement) un "long nez" et "pointu" et qu'un hutu a (généralement) un nez "épaté", c'est du déjà connu de tous; mais en fait, il veut rappeler que les deux ethnies sont différentes; mieux, il veut dire que lui est hutu donc qu'il a gagné les élections et que les tutsi ont perdu les consultations populaires. Donc il se positionne encore une fois de manière tribale. Son discours se limite là.

La deuxième observation toute aussi ethnique est la diabolisation de l'armée dans tous ces discours. Il(Ntibantunganya) croit toujours pouvoir manipuler les mots mais il se trahit à chaque déplacement à l'intérieur du pays. Tout burundais comprend ce qu'il veut dire parce que l'interprétation du discours en Kirundi passe par la référence des discours antérieurs. C'est ce que l'adage rundi explique par "Bibwirwa benshi bikumva benevyo".

Lorsqu'il dit publiquement que ce sont les militaires qui ont tué Ndadaye,

voire Président(...), ce n'est pas une information mais une incitation à la haine ethnique contre ce qui s'appelle militaire. Ce n'est pas un mot qui lui échappe, c'est calculé et c'est grave.

Mr. Ntibantunganya a un double langage sur le "phénomène "armée". Cela est dû à l'ambivalence de conception qu'il a de ce corps qu'il caresse non pas par sympathie mais par réalisme et qu'il diabolise par calcul hautement politique. Depuis la clandestinité, le Frodebu dont il est issu, a toujours élaboré des plans de déstabilisation dont le premier point était la diabolisation de l'armée, la présenter comme l'ennemi n°1 du peuple - comprenez du hutu dans le langage frodebiste - ; qu'il faut la "démanteler" et la remplacer par une autre armée exclusivement hutu. L'objectif caché n'est pas de remplacer l'armée dite exclusivement tutsi par une autre exclusivement hutu pour des raisons de pure jalousie de porter l'uniforme, mais le Frodebu voudrait arriver à exterminer l'ethnie tutsi. Ce n'est plus un secret pour personne, c'est une évidence, l'armée n'est pas naturellement un métier qui attire beaucoup de gens tellement la vie de caserne est contraignante et les avantages matériels sont relatifs.

La troisième observation est sa tergiversation sur le désarmement. Il accepte malgré lui le principe de désarmement puis, il exige qu'on lui montre le plan de désarmement, ce qui signifie en clair "montrez-moi où, quand et comment vous allez le faire pour que je prévienne mes boys..." Il oublie que le désarmement et le démantèlement des milices(Gedebu =

suite de la 1ère page
interahamwe) doivent être conçus et exécutés par les spécialistes en la matière et cela sans conditions préalables. Les conditions que le Président a.i. posent peuvent s'interpréter comme un refus de désarmement, ce qui signifie qu'il se prépare à la guerre. Ni plus ni moins.

Le règne Frodebu a dichotomisé la vie publique: ce que les uns appellent pacification, les autres le prennent pour la déstabilisation. Et cela est tellement vrai que les leaders du Frodebu pensent que la paix passera par la guerre entre leurs milices et l'Armée Nationale, que le pays sera mieux gouverné lorsqu'il n'y aura plus qu'une seule ethnie et une même idéologie ethnique d'où Monsieur Sylvestre Ntibantunganya justifiait - et excuse encore aujourd'hui - le génocide des tutsi et des hutu de l'opposition par l'Agashavu (excès de colère) en octobre dernier exactement comme au Rwanda après la mort du Président Habyalimana.

Le gouvernement peut avoir, de bonne foi, pensé ramener la confiance entre les composantes de la nation en organisant le retour des rescapés du génocide qu'on appelle pudiquement "déplacés" chez eux. Le Frodebu lui voudrait, le moment programmé, parachever la sale besogne. C'est aussi cela la déstabilisation que de s'acharner à jeter à tout prix, les gens dans les bras de leurs bourreaux sans que l'administration génocidaire ne soit changée. C'est très grave pour quelqu'un qui prétend gouverner ce pays. Et si demain ces rescapés étaient encore déplacés, qui sera responsable?

B.B.

Mémoire sur la mise en place des institutions

suite de la page 4

soit accordé à un parti mais qu'il est beaucoup plus et même uniquement une affaire in tuitu personae, d'aucuns s'accordent pour dire que la notion d'acquis de juin s'identifie à l'horreur qui a frappé le pays depuis que le Frodebu a pris le pouvoir, c'est-à-dire plus d'un million de victimes de la démocratie et de l'intégrisme ethnique et politique.

Formule de consensus

(...) La formule de consensus comprendrait la manière de désigner le Président de la République et ses grands corps de collaborateurs (Gouvernement, Administration Territoriale et Locale, service Diplomatique) ainsi que le programme de gouvernement.

(...) Une bonne préparation de cette formule exige qu'il soit mis en place un cadre de concertation pour préparer techniquement les propositions concrètes relatives au programme et à la convention de gouvernement(...).

(...) Compte tenu du contexte des négociations de Kigobe et de Kajaga, il est primordial de relever les observations suivantes:

(...) Le parti Frodebu s'est disqualifié et a perdu toute légitimité à travers le génocide d'octobre 1993 et son plan de guerre civile. Si par réalisme politique, les forces politiques ont accepté de discuter avec lui des modalités de redresser la gestion catastrophique du pays, il doit être entendu que par la force des choses, l'histoire a définitivement mis une croix sur les illusions que le Frodebu se fait encore mal à propos sur les "acquis de juin"(...)

(...) Les négociations de Kigobe et de Kajaga ont été marquées par la confusion et la précipitation. Sous le prétexte fallacieux que la paix n'était pas possible sans un Président de la République pleinement investi, des pressions de toutes sortes ont été exercées sur les partis

politiques pour qu'ils concluent en toute hâte et dans la confusion des accords auxquels le Frodebu ne croyait nullement(...).

(...) Aujourd'hui encore, le même discours reprend avec à l'appui que les partenaires du Burundi attendent la désignation d'un Chef de l'Etat pour déterminer leur attitude à notre égard. Aux amis du Burundi au sein de la Communauté Internationale, le Collectif des Partis Politiques de l'Opposition adresse ses remerciements pour la solidarité dont ils font généreusement preuve à l'endroit de notre pays. Cependant et au nom de cette amitié, il leur demande de nous respecter même dans nos difficultés et de comprendre qu'on n'accepte pas de participer à des réunions-négociations convoquées à la hâte, sans ordre du jour précis et sans document de travail préalablement communiqué en temps utile(...).

(...) Les rôles des différents partenaires doivent être clairement définis.

Concrètement, les négociations ne peuvent se dérouler qu'entre les partis politiques, en l'occurrence entre le Frodebu et sa mouvance d'une part, et les Partis Politiques de l'Opposition, de l'autre. Ce sont les deux parties aux négociations et qui doivent par conséquent assurer la co-présidence(...).

Des préalables à toute négociation

1) Évaluer et mettre rigoureusement au point le calendrier du désarmement de la population;

2) suspendre de leurs fonctions les responsables de l'administration territoriale et locale impliqués dans le génocide d'octobre 1993 et dans la distribution des armes au sein de la population;

3) Rappeler les Ambassadeurs qui se comportent comme des porte-parole du Frodebu et d'une ethnique et non de la nation et de l'Etat Burundais;

4) Partager entre le Frodebu et l'Opposition les postes de direction de la PAFE et de la Documentation Nationale;

5) Déterminer les provinces et les communes dont l'Administration sera confiée au Frodebu ou à l'Opposition;

6) Répartir formellement par parité les postes diplomatiques et consulaires entre le Frodebu et l'Opposition;

7) Dénoncer officiellement le communiqué du Sommet Régional de Dar-Es-salaam tenu le 6 Avril 1994 en ce qui concerne le Burundi;

8) Renoncer à la constitution de la garde présidentielle dans sa conception actuelle calquée sur le modèle rwandais;

9) Libérer les médias de l'Etat. Sur ce point particulier, le Collectif des Partis

suite à la page 7

Affaire Côme Mbonimpa: Casus Belli?

Des saisies peu ordinaires ont été opérées chez lui. (Voir l'Indépendant n°97 du 23/05/94). Il s'agit d'engins de la mort que ce directeur général P.P.

détenait chez lui. Il a été pris la main dans le sac semble-t-il, sur dénonciation d'un de ses domestiques. La police ne s'est pas fait prier et s'est rendue immédiatement sur les lieux où elle a déterré la "cargaison" et appréhendé le détenteur criminel.

Après l'interrogatoire de routine, l'assassin a été arrêté et jeté en prison. Il se trouve incarcéré à Mpimba et a déjà comparu devant le juge pour la régularisation de sa détention.

La nouvelle de la détention du criminel a irradié tout le Burundi ce qui a poussé d'honorables représentants du peuple à affluer au Palais de la justice par vagues successives. On en a vu de Kirundo, Muyinga, Gitega et évidemment les 2 "honorables" Frodebu de Bujumbura - Mairie.

A noter que Gitega était représenté au "plus haut niveau" par le vieux aux lunettes de pasteur protestant, le beau-père de feu le "Président" Ntaryamira. Ca c'est le côté officiel ou semi-officiel.

Côté privé et officieux, on nous apprend que le disciple de Schadrack est un allié de Dwima Bakana, le Garde des Sceaux. Leurs

épouses sont des soeurs. Imaginez-vous l'embarras dans lequel se trouve le Cabinet de Dwima Bakana!

Embarras d'autant plus embarrassant que la belle-mère, qui croit sûrement en la toute-puissance de son gendre de ministre, ne peut pas comprendre que celui-ci puisse être incapable de faire libérer l'autre gendre.

Mais pour revenir au côté officiel, un des hôtes de marque du Procureur Général de la République fut aussi le Ministre Schadrack. On l'a vu avec ses gorilles venir certainement plaider la cause du criminel, et apparemment, le moral était au plus bas en dépit des acquis de juin.

Plaider la cause du criminel, c'est aussi ces yeux doux que le Ministre des T.P.T. a vite fait au Procureur Général en acceptant finalement de mettre à sa disposition, des véhicules qui lui avaient été refusés alors qu'ils étaient destinés aux enquêteurs opérant en Mairie de Bujumbura.

Cette magnanimité rare du Ministre Schadrack, produira-t-elle quelque résultat? Les doutes sont permis, mais au moins, les enquêteurs pourront peut-être avancer dans leur travail. Intérêts de belle-mère mis à part, il y a aussi les intérêts ou l'intérêt supérieur de la nation qui prime, qui doit prévaloir absolument.

André NDIRURWO

Mémoire sur la mise en place des institutions

suite de la page 6

Politiques de l'Opposition exige qu'au cours des négociations les partis politiques aient régulièrement et équitablement accès à la Radio et à la Télévision pour exprimer leurs points de vue;

10) Mettre en place un organe de suivi pour arrêter la malversation, la gabegie et le pillage du patrimoine de l'Etat;

11) S'interdire de forcer les déplacés à retourner chez eux avant que les conditions minimales d'accueil et surtout de sécurité soient réunies.

Forum pour désigner le Président de la République

(...) Sur base des conclusions des experts, un forum composé des représentants des partis politiques agréés, avec la participation des représentants de la société civile comme observateurs, désignerait le Président de la République. On pourrait donc inviter les observateurs suivants:

- Les représentants du Gouvernement;
- les représentants de l'Assemblée Nationale;
- les représentants de la Magistrature;
- les représentants des Forces Armées;
- les représentants des Confessions religieuses;
- les représentants des Ligues des Droits de l'Homme;
- les représentants des Syndicats;
- les représentants de la CCIB et de l'AEB;
- les représentants de l'ONU et de l'OUA.

Convention de gouvernement

La convention de gouvernement et de gestion sera négociée et signée en bonne et due forme par les partenaires politiques avant toute discussion sur les candidats présidentiels. La Constitution de la République restera d'application pour tout ce qui ne sera pas contraire à la convention.

Proposition pour la mise en place de l'exécutif

Le Président de la République doit:

- Remplir les conditions requises par la Constitution et le Code électoral;
- Avoir une conduite morale irréprochable;
- Il doit avoir des connaissances approfondies et une bonne expérience des problèmes politiques et ethniques du pays;
- Il doit pour cela, avoir résidé dans le pays les cinq dernières années au moins;
- Il doit inspirer confiance à toutes les composantes de la société et être un rassembleur surtout dans ces moments particulièrement difficiles;
- Il doit être au-dessus de tout soupçon en ce qui concerne la participation, de près ou de loin, dans le génocide d'octobre 1993 et dans la distribution des armes de guerre au sein de la population;
- Il doit disposer d'une formation universitaire et être agréé par les forces politiques et soutenu par les forces sociales et morales du pays(...).
- Il faut permettre qu'il y ait plusieurs candidats au poste de Président de la République. Ces candidats peuvent provenir de toutes les formations politiques; ils peuvent même n'appartenir à aucune formation politique. Mais il doivent tous, avant de concourir, prêter serment de respecter la convention et le programme de gouvernement(...).

Le Premier Ministre doit:

- Etre de l'ethnie et de coloration politique différente de celles du Président de la République et;
- Doit avoir le même profil que celui du Président de la République;
- Il doit faire l'objet du consensus de toutes les forces politiques.

(...) Dans le choix des membres du gouvernement, le formateur doit veiller à ce que:

(...) Aucune personne impliquée, de près ou de loin, dans la tentative du putsch

du 21 octobre 1993 et dans le génocide d'octobre 1993 ne peut figurer dans le gouvernement. La même condition est requise en ce qui concerne la distribution des armes au sein de la population(...).

(...) En vue d'assurer un véritable équilibre dans la gestion de l'Etat, les institutions à mettre en place doivent obéir à des normes rassurantes et sécurisantes pour toute la société burundaise dans ce qu'elle a de communauté ethnique et de sensibilités politiques(...).

(...) S'agissant de l'institution Présidentielle, il faut:

Concevoir un système politique qui privilégie le consensus pour le choix du Président de la République et l'alternance à ce poste;

Préciser les pouvoirs du Président de la République en indiquant clairement ceux qui requièrent le consentement du Premier Ministre et en réduisant les actes qu'il peut poser seul.

Pour se donner le temps et les chances de traiter la question burundaise dans ses vrais termes le gouvernement devrait déjà envisager la prolongation de la période intérimaire en définissant un cahier de charges précis pour cette période. Mais peut-être aussi faut-il envisager une période intérimaire plus longue avant le retour à une compétition plus ou moins longue face à l'échec de la démocratisation. Dans ce cas il faudrait définir les pouvoirs de la transition. Cette thèse recoupe certainement avec les tenants de la tenue d'une conférence nationale.

Ce qui paraît de plus en plus certain, c'est qu'il est devenu illusoire d'envisager un simple retour à la légalité constitutionnelle telle que décrite dans la constitution en vigueur, si du moins on veut véritablement résoudre la crise.

On ne voit pas non plus les arguments qu'apportera le Frodebu pour éviter cela. Seules ses capacités de mobilisation terroristes et génocidaires rendent ce parti aujourd'hui incontournable. Mais est-ce que cela est suffisamment convainquant lorsqu'on envisage un débat démocratique?

ERRATUM

Un nom manque à la liste des membres du Bureau Exécutif de l'UPRONA présentée à la page 2 de notre dernière édition (98), celui de l'Honorable Adolphe Nahayo à qui nous présentons toutes nos excuses.